



La boîte à épINGles journal d'INGénieurs

Edité par l'Organisation fédérale des Ingénieurs Cadres et
techniciens CGT de L'Equipement et de L'Environnement

Editorial :

Pas neutre, indépendante, la CGT défend son point de vue dans les débats électoraux en cours qui engagent l'avenir des salariés. Avec une vue exclusivement syndicale, c'est-à-dire en cherchant à défendre les intérêts des salariés dans ce contexte particulier, sans lier l'action syndicale à un camp politique. Un tract national « Elections 2007, le choix du progrès social pour une transformation solidaire de la société » a été diffusé. La CGT alerte aussi les salariés sur les dangers de la politique du FN dans le domaine économique et social.

La CGT constate que les services publics font l'objet d'une bataille acharnée entre les candidats partisans du « moins d'impôts, moins d'Etat » et ceux attachés à la défense et à la promotion des services publics. Elle fait des propositions, appelle à signer la pétition de la CES pour exiger un statut des services publics en Europe.

La CGT récuse fortement l'intention déclarée de plusieurs candidats de s'attaquer au droit de grève.

Elle affirme le besoin d'un nouveau projet européen après le rejet du TCE, défend la place de l'homme dans le développement durable...Elle exige la reconnaissance des qualifications et la reconstruction de la grille des salaires.

Des points de vue que la CGT continuera de défendre avec les salariés, quel que soient les résultats électoraux. A lire avec intérêt !()*

Le congrès de l'UGICT a représenté 3 jours pleins de débats importants pour les ingénieurs comme pour les cadres et techniciens.

J'y verrai un approfondissement de l'articulation des revendications autour du thème de la responsabilité sociale des cadres, de la reconnaissance de la qualification et de la technicité, à partir de la réalité du travail, de l'ancrage de l'encadrement comme une composante à part entière du salariat. A noter un ancrage fort des réflexions dans la réalité des salariés de l'encadrement avec par exemple l'impact du sondage « réalités Cadres » du CSA, ou de la table ronde sur les motifs et les freins à l'engagement dans le syndicalisme des jeunes diplômés, d'autant plus intéressante que le syndicalisme cadre CGT s'est renforcé notablement ces trois dernières années. Sans oublier le lien avec les luttes de salariés impliquant des cadres : Nestlé, Airbus, Alcatel, Cadastre de Marseille, et bien sûr les dockers qui défendaient l'emploi public portuaire, avec succès d'ailleurs. Un travail prometteur.

Pierre THOMAS, Bernard MERCIER

(*)http://www.cgt.fr/internet/html/rubrique/?id_parent=4966&aff_docref=1&aff_ensavoirplus=1

Contact :

*Pour réagir, nous contacter,
envoyer des articles proposer des
sujets:*

Pierre.Thomas@ign.fr

Sommaire :

Editorial.....	p.1
Sondage CSA.....	p.2
Démotivation.....	p.2-3
Propositions.....	p.3
Ingénieurs solidaires.....	p.4
Itgce de l'IGN.....	p.4

*Mickael LANGLET, (CETE Nancy),
Pierre THOMAS (IGN),
Bernard MERCIER (CETMEF)
Ont plus particulièrement contribué
à la réalisation de ce numéro avec
les autres participants au collectif
ingénieur de l'OFICT-
Equipement/Environnement CGT*

Congrès de l'UGICT CGT :

Fabienne TATOT, technicienne supérieure de l'Equipement (Administration Centrale) a été élue au bureau national (et à la CE) Pierre THOMAS, IDTGCE (IGN) a été élu à la Commission exécutive nationale qui comprend 10 ingénieurs sur 62 membres.

Sondage CSA pour l'Ugict-CGT : réalités cadres

A l'occasion de son congrès, l'Ugict-CGT a confié à CSA le soin de réaliser une enquête d'opinion sur les références et les ressentis des cadres sur le travail, le temps de travail, le syndicalisme.

L'enquête révèle que dans les priorités des cadres dans leur travail, ces derniers sont plus sensibles au qualitatif, c'est-à-dire à leurs conditions de travail.

Liée à l'exacerbation des rapports sociaux, l'ambiance au travail arrive en tête (42%), suivie par la rémunération (31%), les relations avec le personnel que les sondés encadrent (30%) et les perspectives de carrière (25%).

Un point de vue plutôt partagé par les femmes, les cadres du public ou encore ceux des petites entreprises.

Sur la question du temps de travail, 61% des sondés affirment vouloir conserver leur RTT plutôt que de la voir convertie en rémunération supplémentaire.

Comment se sentent-ils au sein de l'entreprise ? L'enquête montre qu'entre un tiers et un quart des cadres pensent que leur avenir est maîtrisé, estimant que « ça va bien » ou « plutôt bien ». Mais note le CSA, cette confiance est moins partagée par les cadres à partir de quarante-cinq ans. Cette inquiétude est également partagée dans le secteur de l'industrie, notamment dans l'énergie et la construction.

Côté fiche de paie, pour 59% des cadres « ça va bien plutôt bien », mais 41%, estiment en revanche, qu'il y a problème, majoritairement chez les jeunes, les salariés de la fonction publique et les cadres des grosses entreprises. Point à noter, les cadres sont massivement attachés (71%) au principe de la part fixe de la rémunération

D'après « La lettre de l'UGICT n°165 »

Démotivation...un mal qui se répand à l'Équipement. Ils n'en mouraient pas tous, mais...

Témoignage d'un jeune ITPE

Ma formation est double : double cursus à l'ENTPE et à l'École nationale Supérieure de Géologie (formation d'ingénieur-géologue et DEA en mécanique des sols). Cette double formation avait été engagée avec la promesse du directeur des études de l'ENTPE de l'époque de trouver au terme de cette formation un poste en géologie/mécanique des sols.

Premier hic : Les trois postes que l'on me propose pendant mon stage ingénieur dans une entreprise privée (impossible de quitter le chantier sur lequel je travaillais pour me rendre compte de la pertinence des postes et de l'adéquation fiche de poste/intérêt personnel) concernaient : la sécurité routière, l'environnement fluvial et les matériaux de chaussée...ce cas très fréquent de manque de cohérence dans les propositions faites aux jeunes diplômés - régulièrement des thésards en fin de scolarité m'interpellent car ils n'ont pas de poste dans leur domaine, et c'est sans parler du nombre de recrutés sur titre qui ne travaillent pas dans le domaine pour lequel ils ont été recrutés - marque un vide dans le suivi des premiers postes et crée des insatisfactions et des démotivations.

Second hic : J'ai choisi le poste « matériaux de chaussée » pour essayer d'avoir un lien entre mes études et mon poste. Ma hiérarchie est très insistante sur l'adaptabilité et la flexibilité : « un TPE doit pouvoir s'adapter », il est « polyvalent », un directeur de labo ayant fait une thèse dans les géotextiles ou géomembranes ne manque pas de faire remarquer qu'il est devenu directeur...grand bien lui en a pris s'il juge que c'est plus utile pour le Ministère...

Pour l'anecdote, les mêmes qui prônent l'adaptation au poste et la flexibilité, peuvent nous pousser à ne pas quitter notre poste pour un autre..., quitte à être odieux ensuite, après avoir joué à fond la carte « on est une grande famille, ne pars pas ! »

Reprenons. J'ai un chef de groupe ayant le même niveau de grade à quelques échelons près et développant une gestion managériale conforme à ce qui est prescrit dans tous nos organismes crée un malaise. Surtout quand il vous est demandé de vous occuper de la partie technique et d'être autonome...le risque d'être indépendant est grand et le risque que l'on vous le reproche par la suite aussi.

La légitimité de la hiérarchie doit être une légitimité de grade (nous sommes dans la fonction publique) mais aussi une légitimité technique (Le CETE ou je suis est un organisme jusqu'à preuve du contraire technique). Une hiérarchie n'ayant pas ces deux légitimités aura toujours du mal à exercer ces fonctions.

(suite de la page 2) Ce problème de légitimité se ressent à tous les échelons à commencer par les chefs de service.

Ces derniers ne sont plus que des gestionnaires de service en déperdition

N'ayant pas toujours le soutien de la base ils sont isolés et finissent par avoir des comportements caractérisés d'abus de pouvoir : paroles malheureuses, liens purement financiers avec les chargés d'études (« quels sont tes encours ? »).

Ils cherchent à tout prix à faire rester les agents. Ils commencent par employer des discours jusque là réservés au privé : les termes de « grande famille », de « sacrifices », « moi je mise sur le labo, je crois en son avenir » sont exprimés, puis viennent les menaces concernant les CAP et les demandes de mutation, viennent aussi les mots insultants pour mettre au pas les chargés d'études soucieux de faire de la technique et non du management, d'être au contact des autres agents et d'essayer de travailler en équipe et non d'être dans une position de comptable tout juste bon à vérifier le suivi du temps passé, les en-cours, et à cliquer les fumeurs qui n'auraient pas débadgé pour s'en griller une....

Pour atténuer ces problèmes de management deux outils ont été inventés : la démarche commerciale (avec des formations faites par des bureaux de conseil) et le management par la qualité.

Ces démarches permettent de dépersonnaliser la ligne hiérarchique (le management par la qualité agit par processus, les agents n'ont plus à demander des avis à leurs chefs, ils sont censés suivre les documents qualité) et de faire porter les erreurs entièrement par les agents (les agents ont été formés : ils sont autonomes, s'ils échouent leur responsabilité est entière).

Ainsi mon environnement de travail est un environnement technique où j'ai l'impression de remplir mon rôle d'ingénieur quand je suis avec mon équipe...mais quand je me retrouve avec mes supérieurs de la direction voire certains de mes collègues qui espèrent leur succéder, je me retrouve dans un environnement managérial au mauvais sens du terme : un environnement dans lequel l'ingénieur en tant que spécialiste technique n'a plus sa place et surtout n'a pas d'avenir à l'heure actuelle...

Dans ses conditions il ne faut pas s'étonner, la parole et la légitimité fonctionnelle étant aux managers, que le personnel technique pense régulièrement à partir quitte à faire perdre aux organismes leur technicité....

Peut-être qu'une fois que les laboratoires ne seront constitués que de managers, le Ministère comprendra l'intérêt du personnel technique ?

Propositions : L'UGICT-CGT propose de débattre de nouvelles exigences :

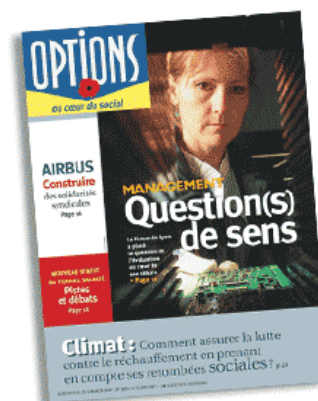
1. Formation des Ingénieurs, Cadres, Techniciens, Agents de Maîtrise aux notions de responsabilité, d'éthique professionnelle.

2. entretien individuel : nécessité de garanties sur la définition concertée des objectifs, avec un droit de recours en cas de désaccord sur ces objectifs, et une évaluation collective des résultats

3. exiger des limites précises au devoir de réserve et limiter la notion de confidentialité

4. faire reconnaître pour les ICT, par l'obtention de droits collectifs, un devoir ou droit d'alerte, qui pourra être débattu, voire confirmé par le collectif de travail

5. en cas de désaccord avec la hiérarchie, possibilité de faire appel à une instance professionnelle basée sur le collectif de travail, comprenant une représentation syndicale, dont les décisions s'imposent à tous.



Magazine des cadres de la Cgt, OPTIONS intervient sur le métier des cadres, leur fonction et leur rôle, dans une actualité sociale de l'encadrement marquée par de nombreux débats : pression salariale, 35 heures, retraites. Une nouvelle formule est en préparation, qui sera diffusée à chaque syndiqué UGICT

Des ingénieurs sur le front de la solidarité

En ce début de 21^{ème} siècle, nous sommes dans un état d'urgence planétaire. Le climat fait des siennes, les disparités Nord-Sud continuent à se creuser sous le joug des multinationales et de la mondialisation libérale. Il y a quinze ans, les accords de Rio de Janeiro (Brésil) lors du premier Sommet de la Terre ont créé l'Agenda 21, qui donne du développement durable cette définition précise : c'est le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. Cette définition englobe les problèmes environnementaux, sanitaires, sociaux, économiques et humanitaires.

Les ingénieurs, de par leur savoir et leur formation, sont aptes à aider à la résolution de certaines des problématiques locales dans les pays en voie de développement. C'est ainsi que les associations de solidarité internationale se sont développées dans nombre d'écoles d'ingénieurs en France. Ces associations remettent en question la place et le rôle de l'ingénieur dans l'entreprise.

En effet, la conception du métier d'ingénieur évolue. Nous ne pouvons plus être acteurs dans les systèmes de production et d'innovation sans nous soucier des conséquences à court, moyen et long terme, et sans être conscients des aspects autres que scientifiques mis en jeu : les aspects sociaux, politiques et économiques doivent être pris en compte dans le système décisionnel.

Une association comme « Ingénieurs sans Frontières » contribue, par exemple, à mettre en place un projet de coopération entre le Conseil régional de Picardie et la ville de Glazoué au Bénin. Ce projet prévoit d'installer un système d'adduction d'eau potable pour les villages aux alentours de Glazoué.

Des associations comme celle-ci contribuent à initier une véritable réflexion sur le rôle de l'ingénieur citoyen du monde.

Les pays en voie de développement à travers leurs structures communales et leur ONG locales, engagent des coopérations avec ces associations. Des acteurs importants y entrent en jeu, ce qui démontre le sérieux de ces projets.

L'association « Ingénieurs sans Frontières » est invitée au 15^{ème} Congrès de l'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens CGT (UGICT-CGT) pour participer à un débat sur les ressorts de l'engagement (syndical, associatif...) chez les jeunes diplômés.

ITGCE de l'IGN : reconnaître la qualification pour le service public

Les ingénieurs des établissements sous tutelle du MTETM connaissent à l'évidence des vicissitudes. On connaît les difficultés de l'ENSG (IGN), confrontée à l'obligation de réformer son cursus d'ingénieur : recrutement plus important d'ingénieurs civils, ce qui est le cas également à l'ENTPE. L'EN Météo connaît les affres du passage de la CTI. L'ENSG va plus loin en cherchant à construire une première année de formation commune avec l'ESGT (orientée elle vers les géomètres experts). Le recrutement des IPC pour les services du ministère connaît aussi des déboires. Ce qui est en cause, c'est à la fois la technicité des formations, et leur orientation vers le service public. Les assurances s'intéressent à la météo, la finance internationale aux compétences mathématiques pointues, le secteur privé à l'exploitation d'une information géographique maintenant disponible.

Dans le même temps, le statut des ITGCE connaît des vicissitudes : menacé d'obsolescence par le nouveau statut des ITPE, un nouveau texte avait été préparé, balayé de fait par le protocole Jacob. La discussion doit reprendre... incessamment sous peu. Avec quelle volonté politique ?

Le contrat d'objectif de l'IGN, qui devait être signé en Février est maintenant promis à une réécriture approfondie, dans le sens d'une plus grande autonomie de l'IGN, selon le nouveau directeur, avec quel engagement de l'Etat ? La compétitivité, la logique commerciale de diffusion sont à l'ordre du jour. Les ingénieurs de l'Etat sont confrontés aux difficiles problèmes de relations ambiguës avec les collectivités locales, comme avec le ministère de la Défense et le secteur militaro-industriel.

La question du statut et de la formation des ingénieurs de l'Etat et des collectivités locales n'est pas neutre. La CGT-PTA de l'IGN revendique au minimum un niveau de reconnaissance égal à celui des ITPE. Au-delà, il faut défendre les compétences des ingénieurs de l'Etat, et donc la reconnaissance de leur qualification. Au-delà du point de vue particulier de chacun des corps concernés, sous peine de ne pouvoir soutenir la concurrence ?

Collectif Ingénieur - Organisation Fédérale des Ingénieurs Cadres et Techniciens

mail : ofict.equipement@cgt.fr

Fédération CGT de l'Equipement Environnement

Case 543, 263 avenue de Paris 93515 Montreuil

mail : equipement@cgt.fr tél 0148188281 fax 0148516250